

Luxeuil-les-Bains au XIXe siècle

Article paru dans
L'EST REPUBLICAIN en 1978
Ecrit par le grand historien
Bernard Desgranges

En feuilletant les archives des délibérations du Conseil Municipal depuis 1800, l'industriel et historien **Bernard Desgranges**, publie les résultats de cette étude permettant aux lecteurs de s'imprégner de la vie de leurs aïeux pendant le 19^e siècle.

Note de Jean-Pierre Péquignot, gestionnaire du site patrimoine : Toute la population de la cité thermale doit avoir une pensée reconnaissante envers cet auteur, car sans lui, le quotidien des habitants de l'époque serait inconnu et leur existence même effacée des mémoires au décès de chacun de ces luxoviens d'antan.

La vie en société

La Révolution, puis l'Empire n'avaient aucunement modifié la physionomie médiévale conservée par la Commune. Car les modes, les habitudes, les techniques n'évoluaient guère et les coutumes se transmettaient quasiment inchangées et le petit-fils vivait à l'identique du grand-père.

Le moindre déplacement à Vesoul ou Lure, s'appelait, du à la complexité des transports, un voyage. La route après Raddon n'existait pas puisque seul un sentier à peine carrossable reliait Faucogney. Les Vosges, par le col du Mont de Fourche, n'étant atteintes qu'en 1835.

Faute de pont on ne dépassait pas Saint-Marie-en-Chaux.

Les remparts érigés en 1228, avaient peu à peu disparus. Au sud, la circulation était limitée par la Porte du Chêne abattue en 1809, mais dont les vestiges obstruaient le passage jusqu'en 1906. Au nord par la porte Saint-Nicolas reconstruite en 1587, à quelques mètres de l'Hôtel des Echevins.

Mais la ville avait délaissé ses limites ancestrales. Des constructions nouvelles s'élevaient au Quartier du Breuchin direction Raddon. Pareillement le quartier de la Corvée accueillait des maisons résidentielles louées à la belle saison aux « Baignants ».

Il faut passer par Saint-Sauveur pour relier Breuches. Quant à l'établissement thermal, achevé en 1767, il est solitaire, tapis au fond d'un vallon à peine accessible.

A l'intérieur de la ville, le cloître venait d'être amputé d'un de ses côtés afin de permettre le déroulement régulier du marché aux grains, d'ailleurs l'endroit était qualifié de « Halle ».

Nul n'aurait imaginé que comme l'Eglise Notre Dame, autrefois accolée à l'Abbaye soit démolie la veille de la Révolution, l'Eglise Saint Martin menacée de ruine connaîtrait le même sort en 1793. Faute d'entretien l'Eglise Paroissiale et le Monastère ne valaient guère mieux, puis la première fut rendue au culte en 1803, et le second servait de remise à fourrage pour l'armée.

Les bureaux municipaux, installés au Palais Abbatial, n'occupaient que trois pièces, le reste du bâtiment étant loué à des particuliers.

L'aspect général de la ville est ainsi dépeint par le Journal de Haute-Saône : « Resserrée, aux maisons noires et peu uniformes, mal pavée, la Grand-Rue est l'enfer des habitants et des chevaux ».

L'alignement était ignoré, par conséquent escaliers et perrons débordaient sur la chaussée perturbant un trafic pourtant réduit.

Les particuliers faute de place, étalaient leur fumier devant les habitations. Les semailles étaient sources de conflits car les pigeons, oies, poulets, moutons et chèvres occupaient librement la rue.

De plus un ruisseau grossi par les eaux usées serpentait au milieu de la grand'Rue dite La Grande Voye et que des puits et des fontaines mal entretenus assuraient difficilement les besoins en eau.

En 1815, l'administration municipale abandonnée à elle-même est aux prises avec un commissaire de guerre russe exigeant nourriture et habillement, de plus les soins des blessés étaient

aussi à la charge de la ville. Les réquisitions incessantes amputant, en quelques mois, la moitié du budget de la commune.

Luxeuil était administrée par un Conseil municipal de seize membres élus au suffrage censitaire par quatre vingt électeurs, plus le Maire et deux adjoints nommés par le Roi. Mais ce processus démographique contestable alimentait une forte opposition. Lors du premier renouvellement au début de la Restauration, le maire Dejean de Saint-Marcel obtint soixante six voix, et tout le conseil fut élu, mais le dernier ne reçut que vingt deux suffrages.

Dans les occasions exceptionnelles, les citoyens les plus imposés étaient appelés à délibérer comme ce 4 juillet 1815 afin de pourvoir à l'équipement troupes françaises

Les employés municipaux se limitaient à un secrétaire, un commis, trois gardes-champêtres périodiquement accusés de trop fréquenter le cabaret, qui allait devenir « Bistrot » mot russe signifiant « Vite » que les cosaques éternels assoiffés criaient en entrant dans le débit de boissons.

Les pompiers, tous volontaires, qui devaient obligatoirement être secondés par la population, détenaient un seul seau comme unique matériel. Lors des alertes incendies nocturnes les propriétaires et locataires étaient tenus d'illuminer les fenêtres.

Le principal problème posé à notre commune semi-rurale restait l'alimentation en eau issue des quelques fontaines jaillissant dans les forêts environnantes et l'incompétence des ingénieurs ne permettait une optimisation du débit des sources.

Par contre les finances étaient saines puisque chaque année le budget était excédentaire, grâce aux recettes générées par l'Octroi », à tel point que l'accumulation de ces « Bénéfices » se solda par une année de recettes d'avance.

D'ailleurs de 1815 à 1840, les revenus communaux triplent, cette embellie étant imputable à la stabilité des prix et des

salaires. La population avait doublé en un siècle et s'élevait au recensement de 1810 à 3010 âmes pour atteindre, en 1835 3582 habitants.

La classe aisée comptait 150 à 200 familles tirant leur revenu, s'étalant de 1500 à 6000 F (une somme importante) du fermage, du négoce de gros et de la petite industrie. Dans cette classe seulement 10 % est consacré à l'alimentation d'ailleurs très ordinaire.

Puis le quart de la population comprenait les fermiers, les artisans, les petits commerçants et les employés en tous genre qui vivotaient malgré leur travail régulier.

Quant à la masse restante, elle cumulait tous les degrés de la pauvreté, depuis le journalier au travail quotidien « alternatif » jusqu'à l'indigent complet. La grille des salaires s'avérait très large : Un homme gagnait 0,80 F par jour, s'il était qualifié 1,20 F, une laveuse, une couturière, une bonne à tout faire entre 0,30 et 0,40 F, c'était peu, mais le pain consistant pour l'essentiel de l'alimentation ne coûtait que 2 à 3 centimes la livre. Pourtant le tiers du budget communal était consacré aux secours, et des fourneaux économiques nourrissaient cinq à six cents personnes.

Quatre crises affectent durement le peuple à commencer par la famine de 1817 due à la présence russe, puis en 1827 par la faute des mauvaises récoltes. En 1832, l'épidémie de choléra affame les familles qui saccagent les moulins favorisant encore plus la pénurie. Pour terminer par le marasme économique de 1848, voyant arriver mille cinq cents nouveaux mendiants réclamant de la nourriture. Démunie la commune sera obligée de solliciter la Préfecture pour assumer ces dépenses imprévues.

L'obligation d'inscrire les étrangers permet de suivre leur évolution. En 1820, ils ne seront que quelques centaines à prendre les eaux le matin avant de se délasser l'après-midi dans l'ancien salon de Clermont-Tonnerre transformé en tripot interdit aux luxoviens.

Pour se distraire l'ensemble des « autochtones » fréquentaient la fête patronale, fixée le jour de la Fête-Dieu. Ce rendez-vous annuel débuta lorsque fut posée la dernière pierre de l'établissement thermal en 1767, car les paysans requis étaient tellement heureux de la fin de cette corvée qu'ils dansèrent et chantèrent dans la cour. La tradition ainsi créée s'installa rue des Bains jusqu'en 1869.

L'agriculture, le commerce et l'industrie

Les débuts de l'industrialisation, le développement du commerce, des rendements agricoles feront disparaître lentement cette situation de pénurie tragique.

La terre est extrêmement morcelée. Le cadastre de 1772, revu en 1826 montre une division excessive des propriétés. Une exploitation de dix journaux soit trois hectares comprenait jusqu'à quarante parcelles disséminées aux quatre coins de la ville. Ce terme de journal utilisé par les notaires n'avait pas été chassé par le système métrique. Représentant la surface labourée par un cheval en une journée, elle permettait aux paysans de chiffrer une vente ou un achat, petit inconvénient la mesure variait d'une commune à l'autre.

La suppression définitive de la vaine pâture avait porté un coup dur aux petites gens ne possédant qu'une tête de bétail, de plus le code forestier de 1827 supprima un avantage, constituant un revenu d'appoint, accordé par l'abbé en 1556.

En 1815, les débouchés salariés étaient rares, même la construction de l'établissement thermal, il y a cinquante ans, n'avait pas trouvé d'artisans ni d'ouvriers qualifiés résidants dans la cité.

Les offres d'emploi provenaient principalement des douze tanneries implantées le long du Morbief. Mais pour des raisons inexplicables ce métier périclita, pour ne retrouver que deux usines en 1825. Leur disparition affecta durablement les fournisseurs d'écorces couvrant les besoins en tanin.

Une autre prestation florissante s'appuyait sur la fabrique de cire destinée aux bougies, mais la Révolution sévère avec l'Eglise avait tué cette industrie, puisqu'un seul atelier, celui de Martin, continuait à produire des chandelles sur l'étang desséché des bénédictins devenu « Pré de la Blanchisserie ».

Les nombreuses carrières fournissaient largement les besoins locaux. Par contre l'autorisation d'extraire était conditionnée par la preuve que le « Carroyeur » disposait des engins nécessaires à la bonne exécution des travaux demandés. Le coût des machines exigées fermant ainsi la porte aux artisans peu fortunés.

La réussite des distilleries fougerollaises avait suscité quelques vocations, puisque quatre entrepôts sont installés. Sortant du lot, Luzet créa vers 1828, une distillerie produisant une spécialité baptisée « Kirschwasser ». Les spiritueux ainsi que les produits de deux brasseries se révélant de piètre qualité, les entreprises attendront longtemps avant de s'imposer. Ces boissons nouvelles nécessitant des « Merrrains » ouvrant de nouvelles perspectives aux artisans travaillant le bois. Enfin deux anciens moulins à grains appartenaient à l'Abbaye générant d'appréciables menus.

Le commerce en régression depuis la fin de l'empire, se redresse, notamment dans le domaine des denrées de première nécessité, au départ des troupes d'occupation.

Les échanges commençaient à s'imposer grâce à l'installation de la poste en 1792, les plis atteignant la capitale en deux jours.

L'hôtellerie inconnue jusqu'alors, proposait ses premiers séjours avec l'ouverture de la pension de famille dans les locaux de la Maison du Cardinal Jouffroy désignée « Freyssigne », un peu plus tard s'ouvrira « Le Lion d'or » dimensionné pour quatre vingt voyageurs. Mais au début de la restauration la clientèle des « Bains » doit se contenter d'auberges douteuses et de chambres meublées.

Tels sont esquissés les divers aspects de la vie de cette période, s'ouvrant vers une longue période de paix propice au développement de la cité.

*Écrit par **Bernard Desgranges** et publié dans **l'Est Républicain** de l'automne 78*

*Cher curieux des deux mille ans d'histoire luxovienne, je vous invite à lire l'œuvre totale du **grand historien local** et auto-éditeur **Bernard Desgranges***

Histoire des Thermes, 1981

Luxeuil pas à pas, t. I & II, 1991 et 1993

Luxeuil et la vallée du Breuchin, évolution industrielle, 1995 et 2001

Colomban a-t-il existé ? : mythe et réalité, 2007

Chronique luxovienne, 2010